

CIWF interpelle Ursula von der Leyen à Strasbourg, pour la 1ère session plénière du nouveau Parlement européen : « Respectez la démocratie ! »

L'ONG CIWF est aujourd'hui et demain (les 17 et 18 juillet) présente à Strasbourg pour accueillir les députés réunis pour la première session plénière du nouveau Parlement avec notamment la réélection d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission européenne. Avec un dispositif d'affichage dans la ville et sur le parvis du Parlement, CIWF s'assure que l'ensemble des parlementaires et l'exécutif entendent l'appel d'inscrire l'interdiction de l'élevage en cage, soutenue par citoyens et scientifiques, parmi les priorités de cette nouvelle législature. "Nous attendons qu'Ursula von der Leyen ne mette pas sous silence, lors de son discours d'investiture, l'interdiction des cages promise il y a 3 ans, et dont l'absence de proposition législative fait l'objet d'une action en justice inédite contre la Commission européenne". Pour l'ONG, en ne respectant pas leurs engagements, les institutions européennes abîment la démocratie.



Après avoir déployé un dispositif d'affichage d'envergure [à Bruxelles, le 2 juillet](#) alors que débutait le mandat des eurodéputés élus ou réélus, CIWF France organise aujourd'hui et demain, les 17 et 18 juillet, à l'occasion de la première session plénière à Strasbourg, une nouvelle campagne d'affichage avec des « maxi journaux » dans toute la ville et sur le parvis du Parlement européen.

L'équipe de CIWF France, qui a félicité par courrier les eurodéputés pour leur élection au Parlement, se tient présente pour les rencontrer et engager, avec ceux et celles qui le souhaitent, le dialogue sur les enjeux majeurs relatifs aux animaux d'élevage et notamment la suppression progressive des cages.

Avec sa campagne d'affichage, l'ONG renouvelle son alerte aux députés et à la Présidence de la Commission européenne : 9 Européens sur 10¹ attendent l'interdiction de l'élevage en cage promise par la Commission² dont l'inaction³ fait l'objet d'une action en justice⁴ qui prend de l'ampleur⁵; Pour CIWF, l'enjeu démocratique est de taille.

Les citoyens ne sont pas les seuls à soutenir l'interdiction des cages. L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a également soutenu l'élimination progressive des cages⁶ et les filières anticipent depuis des années la transition hors-cage. Il faut un engagement politique pour qu'elle se déploie.

Agathe Gignoux, responsable des affaires publiques et juridiques de CIWF France a déclaré : « *Nous attendons des eurodéputés engagés concrètement en faveur de l'interdiction des cages leur soutien sur cette échéance pendant leur nouvelle mandature. Il faut garantir au plus vite une harmonisation des règles européennes et assurer une concurrence loyale au sein de l'UE et vis-à-vis des importations hors UE.* »

Yvan Savy, directeur de CIWF France a déclaré : « *Lors de cette session, les eurodéputés vont élire les Présidences du Parlement et de la Commission. Nous sommes ici aujourd'hui pour interpellier Ursula von der Leyen. La Commission européenne, dans son précédent mandat, a reculé sur sa promesse de présenter une proposition législative visant à interdire les cages d'ici 2027. Du fait de son inaction, elle fait l'objet d'une action en justice. Avec cette opération à Strasbourg, nous affichons aux portes de Parlement la requête de millions de citoyens : la Présidence de la Commission européenne ne peut plus détourner les yeux, elle doit prendre ses responsabilités, sortir de son silence, et tenir sa promesse d'interdire l'élevage en cages.* »

Sur le parvis du Parlement européen à Strasbourg à midi, plusieurs eurodéputés sont venus échanger avec nous et ont souhaité montrer leur engagement pour certains de longue date sur cette campagne contre les cages en élevage. Nous avons parlé avec les eurodéputés français **David Cormand**, **Emma Fourreau**, ainsi que **Tilly Metz** ou encore l'italienne **Cristina Guarda**, tous très volontaires pour faire aboutir ce dossier durant la mandature.

David Cormand, député européen d'Europe Ecologie les Verts a déclaré : « *L'élevage en cage est une pratique d'un autre âge, il est urgent d'en sortir à l'échelle européenne, tant pour la dignité des êtres vivants que sont les animaux, que pour la durabilité du secteur de l'élevage. Les productions à échelle industrielle et la maltraitance des animaux doivent cesser. Plusieurs pays européens se sont d'ores et déjà engagés dans la transition hors-cage, à l'instar de l'Allemagne, premier producteur de porc en Europe. C'est ce que nous devons encourager.* »



Photo de gauche : David Cormand le 17 juillet 2024 à Strasbourg, devant le Parlement européen





Photo de gauche : Tilly Metz avec Agathe Gignoux de CIWF France ; Photo de droite : Cristina Guarda, avec Agathe Gignoux de CIWF France et Julie Berdin d'Eurogroup for Animals

Emma Fourreau, députée européenne de la France Insoumise a déclaré : « Générateur de souffrances animales, l'élevage en cages est un symbole des pratiques cruelles liées à l'élevage dans un monde ultra libéral où la recherche du profit rabaisse les animaux au rang de marchandises. La fin de l'élevage en cage est une forte demande des Françaises et des Européennes, pour qui le bien-être animal est désormais central dans la considération des enjeux de l'élevage. La Commission européenne s'était engagée à agir en faveur des animaux en sortant des méthodes violentes comme l'élevage en cage, il faut désormais passer à l'acte ! »

L'Union européenne et la France ont besoin d'une révision des législations sur le bien-être animal datant de plus de 20 ans, qui ne sont plus adaptées aux connaissances scientifiques d'aujourd'hui. Au-delà de l'amélioration des conditions de vie des animaux, il s'agit également de renforcer la résilience de notre système alimentaire, préserver la santé publique, mettre en place une concurrence loyale entre les agriculteurs de l'Union et contribuer à la transition agroécologique. La révision de la législation bien-être animal ne doit pas être rognée dans ses ambitions ou davantage retardée par les attaques répétées contre le Pacte Vert et la stratégie *De la Ferme à la Table*.



CIWF appelle aujourd'hui ses militants à interpeler sur les réseaux sociaux les institutions européennes pour qu'elles inscrivent l'interdiction de l'élevage en cage parmi les priorités de leur législature et pour rappeler à la Commission de tenir ses engagements.

Notes aux rédacteurs

¹ Selon l'[Eurobaromètre](#), c'est une majorité écrasante de citoyens européens (89% des Européens soit environ 400 millions de citoyens, et 94% des Français) qui estime que les animaux ne devraient pas être élevés dans des cages individuelles.

² En 2021, en réponse au succès historique de l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) "Pour une nouvelle ère sans cage" lancée et coordonnée par CIWF et soutenue par 170 ONG européennes, [la Commission a pris l'engagement](#) de présenter d'ici fin 2023 une proposition législative visant à supprimer progressivement puis interdire l'utilisation des cages pour les animaux d'élevage d'ici 2027.

³ A l'automne 2023, la Commission était sur le point de publier ses propositions législatives concernant l'interdiction de l'élevage en cage quand la présidente Ursula von der Leyen a, semble-t-il, cédé à la pression du lobby agricole pour mettre en suspens cette interdiction. Son discours sur l'état de l'Union européenne a même repris les termes d'une lettre qui lui avait été adressée à l'époque par la fédération agricole Copa Cogeca.

⁴ Les propositions de la Commission européenne n'ayant toujours pas été publiées, CIWF a été le fer de lance de [l'action en justice](#) "Pour une nouvelle ère sans cage" en mars 2024, menée par le Comité des citoyens de l'ICE, contre la Commission européenne qui n'a pas respecté son engagement. Cette action en justice, soutenue par CIWF, est la première à demander à la Commission de rendre compte de son incapacité à donner suite à une ICE. Si le comité obtient gain de cause, la Commission sera contrainte par la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) de publier ses propositions dans un délai clair et raisonnable et d'autoriser l'accès à son dossier concernant l'ICE "Pour une nouvelle ère sans cage".

⁵ Plusieurs grandes ONG européennes - dont The ECI Campaign, Eurogroup for Animals, Foodwatch International et Animal Equality - ont demandé à [intervenir dans cette action en justice](#) historique. Représentant un large éventail de préoccupations - notamment la démocratie, les droits des consommateurs et le bien-être des animaux - elles font valoir qu'elles sont directement concernées par l'incapacité de la Commission à interdire l'élevage d'animaux en cage

⁶ L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a soutenu l'élimination progressive des cages pour des raisons de bien-être des [truies](#), des [veaux](#), des [poules pondeuses](#), des [canards, des cailles et des oies](#), des [lapins](#)

Dans l'Union européenne, chaque année, ce sont [300 millions](#) de truies, de poules, de lapins, de canards, de cailles et d'oies qui passent la majeure partie de leur vie dans des cages. Les poules pondeuses et les lapins sont confinés dans des cages nues de la taille d'une feuille de papier A4. Les truies sont contraintes d'allaiter leurs porcelets dans des cases si étroites qu'elles ne peuvent même pas se retourner. Les canards et les oies sont mis en cage pour être gavés afin de produire du foie gras.

A propos de CIWF

CIWF a été fondée en 1967 par un éleveur laitier britannique en réaction à l'intensification de l'élevage. Depuis plus de 50 ans, CIWF milite pour le bien-être des animaux d'élevage et pour la mise en place d'un système alimentaire durable. Avec plus d'un million de sympathisants, CIWF a des représentants dans 11 pays européens, aux États-Unis, en Chine et en Afrique du Sud. Pour plus d'informations, consultez les sites www.ciwf.org et www.ciwf.fr.

Contact Presse

Laetitia Dinault : laetitia.dinault@ciwf.fr / 06 26 07 55 43